

Ces anciens migrants conseillent les migrants

VIOLENCES DOMESTIQUES Un centre de conseil zurichois a lancé une offre novatrice: des travailleurs sociaux issus de communautés diverses accompagnent les auteurs de violences de la même culture.

PAR SANDRA.PORCHET@ESHMEDIAS.CH



Le lien de confiance entre le conseiller et son client est déterminant (image d'illustration). KEYSTONE/CHRISTIAN BEUTLER

Lorsque nous le rencontrons, le responsable du Mannebüro Züri, Mike Mottl, le rappelle avec insistance: la violence domestique existe dans toutes les cultures – helvétique aussi –, toutes les tranches d'âge et toutes les classes sociales. S'il insiste, c'est que le sujet qui nous occupe peut facilement dériver à la stigmatisation. Il y a un peu plus d'un an, le Mannebüro Züri, association fondée en 1989 dans le but d'accompagner les hommes violents qui veulent changer leur comportement, a lancé des consultations spécialement pour les migrants, conduites par des conseillers issus de différentes cultures.



“Il est plus facile de créer un lien de confiance avec un conseiller issu de la même culture.”

MIKE MOTTL
DIRECTEUR DU MANNEBÜRO ZÜRI

Ces travailleurs sociaux, au nombre de huit, ont des racines en Egypte, en Macédoine, en Erythrée, en Turquie, en Afghanistan, au Sri Lanka, au Brésil et en Croatie. Ils ont suivi une formation sur mesure pour le projet et sont certifiés. La première consultation a eu lieu en automne 2022. Avant, le Mannebüro travaillait avec des interprètes, comme c'est la norme dans de nombreuses

structures qui suivent les auteurs de violences domestiques. Mais ce modèle a des limites, explique Mike Mottl. «Les consultations sont très personnelles. Il arrive par exemple qu'on y explore la violence subie dans l'enfance. Il est plus difficile de s'ouvrir s'il y a un intermédiaire.»

Pour la même raison, le lien de confiance entre le conseiller et son client est déterminant. «Il est plus facile de le créer avec un conseiller issu de la même culture, qui a peut-être vécu une expérience migratoire semblable. On peut se dire 'tu sais comment c'est', indique le directeur.

Les conseillers interculturels, comme ils sont officiellement appelés, connaissent et comprennent leurs compatriotes. Grâce aux liens avec sa communauté, le conseiller du Sri Lanka, par exemple, connaît les problèmes spécifiques des Tamouls, notamment qu'ils sont nombreux à garder des traumatismes de la guerre civile. Certains ont des problèmes d'alcool, ce qui est tabou dans leur culture.

Plus présente dans certaines cultures?

Tous les conseillers ne sont pas sollicités de manière égale. Alberto Wanderley par exemple, le conseiller de langue portugaise, suit actuellement trois hommes, dont un qui parle albanais. «Mon collègue de langue albanaise est débordé», confie-t-il. Le signe malgré tout que la violence domestique est plus présente dans certaines cultures? Pour le travailleur social, cela indique plutôt que, dans certaines cultures, la pa-

role se libère et que, soit les femmes osent davantage dénoncer les violentés, soit les hommes osent chercher de l'aide par eux-mêmes.

Mike Mottl souligne que différents facteurs peuvent favoriser la violence. (...) Le surmenage, le stress, la précarité... Auxquels les migrants sont particulièrement confrontés.

Dans d'autres cultures, on sait qu'il y a de la violence, car on en entend parler dans les journaux, constate le conseiller. Et pourtant, le Mannebüro ne suit pratiquement pas de membre de ces communautés, où il semble donc plus difficile de chercher de l'aide. Il fait allusion, sans vouloir les nommer, aux heurts qui ont eu lieu récemment à Zurich au sein de la communauté érythréenne.

Mike Mottl souligne que différents facteurs peuvent favoriser la violence. Le facteur culturel est moins déterminant que la personnalité propre ou les conditions de vie, le surmenage, le stress, la précarité... Auxquels les migrants sont particulièrement confrontés.

Retours positifs

Environ 90% des hommes suivis par le Mannebüro y viennent de leur propre initiative. Dans ce cas, la consultation leur est facturée à hauteur de 1% de leur revenu mensuel net. Les autres sont envoyés par les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA), le Ministère pu-

blic ou encore les tribunaux, qui prennent en charge les 150 francs de la consultation. Le suivi dure entre huit et douze séances. Le but est de faire prendre conscience au client des mécanismes de sa violence et de lui donner des outils pour la prévenir.

«C'est un projet que nous saluons tous», indique Rahel Ott, coresponsable du service d'intervention contre la violence domestique du canton de Zurich. «Il est essentiel que les auteurs de violence soient compris lors de la consultation, non seulement sur le plan linguistique mais aussi sur le plan culturel. Le Mannebüro Züri comble ici une lacune.»

L'APEA et le ministère public sont aussi satisfaits. «Nous demandons un retour après chaque suivi et les expériences sont bonnes», répond le service de presse du Ministère public.

Convention d'Istanbul

Pourquoi avoir attendu aussi longtemps avant de mettre cette offre en place? «Pour un tel projet, il faut avoir de l'argent», analyse Mike Mottl. «Avec la Convention d'Istanbul, entrée en vigueur en Suisse en 2018, les autorités doivent apporter des réponses à la violence contre les femmes. Il a donc été plus facile de convaincre les fondations qui nous soutiennent et la Ville de Zurich de nous financer.»

Rahel Ott voit elle aussi une corrélation avec la Convention d'Istanbul. «Dans l'optique de la protection des victimes, celle-ci met l'accent sur le travail avec les auteurs de violences.» «Le travail avec les auteurs est en effet aussi un élément de prévention», conclut Mike Mottl.



Nicolas Bourquin, chef du Service chasse, pêche et faune de l'Etat du Valais, hier à Sion. KEYSTONE/VALENTIN FLAURAUD

Une cinquantaine de loups tués

TIRS PRÉVENTIFS

Quatre cantons ont fourni, hier, des chiffres sur le nombre de loups abattus sur leur territoire dans le cadre des tirs préventifs de régulation des meutes.

Vingt-sept loups ont été abattus en Valais en deux mois dans le cadre des tirs préventifs autorisés par le Confédération. «Des résultats très satisfaisants», ont indiqué devant la presse le conseiller d'Etat Frédéric Favre et le chef du Service de la chasse, Nicolas Bourquin.

Dans les Grisons, vingt loups ont été abattus, alors que le canton souhaitait en éliminer 44 sur les 90 recensés sur son territoire. Au Tessin, l'Office cantonal de la chasse et de la pêche a fait abattre

deux jeunes loups âgés de 6 à 8 mois depuis début décembre. Dans le canton de Saint-Gall, enfin, deux des huit loups de la meute de Calfeisen ont été abattus.

Le canton de Vaud avait déposé une demande de tir de régulation et l'a obtenue. Il compte trois meutes dans le Jura vaudois. A la mi-janvier, sept loups avaient été tués par des tirs de régulation.

Expérience reconduite

A l'avenir, les tirs de régulation proactive seront possibles entre le 1er septembre et le 31 janvier si la meute «présente un danger». La demande de régulation doit être faite chaque année auprès de l'Office fédéral de l'environnement. **ATS**

AMHERD SE VEUT RASSURANTE

ARMÉE

La présentation selon laquelle l'armée ne pourrait pas payer ses factures est erronée, a souligné, hier, la ministre de la Défense Viola Amherd, en marge d'une visite officielle en tant que présidente de la Confédération en Estonie. Depuis des décennies, il est courant d'inscrire dans la planification financière pour les acquisitions d'armement des montants plus élevés que les obligations contractuelles, a-t-elle dit. La Valaisanne a encore assuré qu'il n'y avait pas de dissensions internes au sein de son département, et que le chef de l'armée a «toute sa confiance».

De leur côté, les Vert-e-s ont exigé, hier, une enquête sur les finances de l'armée. «C'est à la conseillère fédérale d'assumer ce scandale financier», a asséné le conseiller national Fabien Fivaz (NE), membre de la commission de la politique de sécurité. **ATS**

EN BREF

VERT-E-S

Lisa Mazzone seule en lice pour la présidence

Hier, au terme du délai d'annonce, l'ancienne conseillère aux Etats genevoise Lisa Mazzone restait la seule candidate à la présidence des Vert-e-s. Pour la vice-présidence, le parti a reçu trois candidatures. L'assemblée des délégués communiquera son choix le 6 avril à Renens. **ATS**

LUCERNE

Les ordures ménagères, source de l'incendie mortel

L'incendie dans lequel trois enfants avaient péri en janvier dernier à Wiggen (LU) a été élucidé. Le feu a pris dans les ordures ménagères et s'est ensuite propagé à l'ensemble du bâtiment. Le brasier avait été signalé à la police dans la nuit du 22 janvier. Lorsque les forces d'intervention sont arrivées, une maison – une ancienne ferme construite en bois – et une grange attenante étaient totalement en feu. Outre les trois enfants décédés, trois adultes avaient été blessés, dont deux grièvement. **ATS**